

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

2013

METTRE LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AU SERVICE D'UNE MEILLEURE NUTRITION

La malnutrition, sous toutes ses formes – dénutrition, carences en micronutriments, excès pondéral et obésité – fait peser des coûts économiques et sociaux inacceptables sur les pays, à tous les niveaux de revenu. Le raisonnement développé dans la publication *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2013: mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition* est le suivant: pour améliorer la nutrition et réduire ces coûts, il faut prendre comme point de départ l'alimentation et l'agriculture. Si le rôle de production d'aliments et de génération de revenus traditionnellement dévolu à l'agriculture reste fondamental, l'agriculture et le système alimentaire dans son ensemble – des apports d'intrants et de la production à la consommation, en passant par la transformation, le stockage, le transport et la vente au détail – peuvent cependant apporter une contribution bien plus conséquente à l'éradication de la malnutrition.

La malnutrition a un coût élevé pour la société

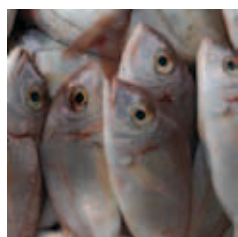
Selon les estimations les plus récentes de la FAO, 12,5 pour cent des habitants de la planète (soit 868 millions de personnes) ont un apport énergétique insuffisant. Cependant, ce chiffre ne correspond qu'à une partie de la charge de la



RÉSUMÉ



LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



2013

malnutrition dans le monde. En effet, on estime que 26 pour cent des enfants dans le monde présentent un retard de croissance, que 2 milliards de personnes souffrent d'une ou plusieurs carences en micronutriments et que 1,4 milliard de personnes sont en excès pondéral, dont 500 millions sont obèses. La plupart des pays sont touchés par plusieurs types de malnutrition, qui peuvent coexister à l'échelle du pays, du ménage ou de l'individu.

Le coût social de la malnutrition, mesuré par le nombre d'années de vie corrigées de l'incapacité perdues à cause de la malnutrition de la mère et de l'enfant, de l'excès pondéral et de l'obésité, est très élevé. Au-delà de ce coût social, le coût de la malnutrition pour l'économie mondiale, du fait de la perte de productivité et des coûts directs des soins de santé, pourrait représenter jusqu'à 5 pour cent du produit intérieur brut (PIB) mondial, soit 3 500 milliards d'USD par an, ou 500 USD par personne. On estime que le coût de la dénutrition et des carences en micronutriments représente 2 à 3 pour cent du PIB mondial, soit 1 400 à 2 100 milliards d'USD par an. Bien qu'il n'existe aucune estimation à l'échelle mondiale des coûts économiques de l'excès pondéral et de l'obésité, les coûts cumulés de toutes les maladies non transmissibles pour lesquelles l'excès pondéral et l'obésité sont les principaux facteurs de risque ont été estimés à environ 1 400 milliards d'USD en 2010.

La malnutrition de la mère et de l'enfant – en particulier l'insuffisance pondérale et les carences en micronutriments de l'enfant ainsi que les insuffisances en matière d'allaitement maternel – est le problème nutritionnel qui constitue au niveau mondial, de loin, la charge la plus importante en termes de santé publique, entraînant des coûts sociaux pratiquement deux fois plus élevés que ceux de l'excès pondéral et de l'obésité de l'adulte. Le coût social de la malnutrition de la mère et de l'enfant a pratiquement été divisé par deux depuis vingt ans, tandis que celui de l'excès pondéral et de l'obésité a pratiquement doublé. Le premier phénomène reste toutefois, de loin, le problème le plus important, en particulier dans les pays à faible revenu. Dans l'immédiat, la dénutrition et les carences en micronutriments doivent dès lors rester les premières priorités nutritionnelles de la communauté internationale. Le défi que doivent relever les responsables politiques consiste à

s'attaquer à ces problèmes tout en évitant ou en inversant la tendance récente de l'excès pondéral et de l'obésité. Il s'agit là d'un défi de taille, mais le jeu en vaut largement la chandelle: investir dans la lutte contre les carences en micronutriments, par exemple, permettrait d'améliorer la santé des populations, de réduire le taux de mortalité infantile et d'accroître les recettes futures, le rapport avantages-coûts étant d'environ 13 à 1.

Pour s'attaquer à la malnutrition, il est nécessaire d'adopter des mesures intégrées et intersectorielles

Les causes immédiates de la malnutrition sont complexes et recouvrent plusieurs dimensions. Citons notamment les insuffisances concernant la disponibilité d'aliments sûrs, variés et nutritifs, l'accessibilité de ceux-ci, l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux soins de santé, l'alimentation des enfants et les choix alimentaires des adultes. Les causes profondes de la malnutrition sont encore plus complexes et englobent le contexte économique, social, politique, culturel et physique au sens large. Pour s'attaquer à la malnutrition, il faut donc adopter des mesures intégrées et engager des interventions complémentaires au niveau de l'agriculture et du système alimentaire en général, en matière de santé publique et d'éducation, ainsi que dans d'autres champs d'action plus vastes des politiques. Étant donné que les interventions requises relèvent des compétences de plusieurs organismes publics, un soutien politique de haut niveau doit venir motiver la coordination nécessaire entre les différents secteurs.

L'amélioration de la nutrition est subordonnée aux multiples aspects du système alimentaire

Les systèmes alimentaires regroupent l'ensemble des personnes, des institutions et des processus par lesquels les produits agricoles sont produits, transformés et arrivent au consommateur. Ils englobent également les fonctionnaires, les organisations de la société civile et les spécialistes du développement qui conçoivent les politiques, les réglementations, les programmes et les projets qui façonnent l'alimentation et l'agriculture.

Les divers aspects du système alimentaire ont une influence sur la disponibilité d'aliments variés

et nutritifs et l'accessibilité de ceux-ci, et donc sur la capacité des consommateurs à choisir des régimes alimentaires sains. Cependant, les liens entre le système alimentaire et les résultats nutritionnels sont bien souvent indirects: les résultats étant modulés par les revenus, les prix, les connaissances et d'autres facteurs. Par ailleurs, les politiques et interventions axées sur le système alimentaire sont rarement conçues avec pour objectif premier d'améliorer la nutrition. Leurs effets peuvent ainsi être difficiles à appréhender et les chercheurs concluent parfois que les interventions portant sur le système alimentaire sont inefficaces pour lutter contre la malnutrition. En revanche, les interventions médicales telles que l'administration de vitamines sous forme de compléments permettent de s'attaquer à des carences spécifiques et ont des effets plus facilement observables. Elles ne peuvent toutefois remplacer tous les bienfaits nutritionnels plus nombreux qu'offre un système alimentaire efficace. Chaque aspect du système alimentaire doit être aligné de manière à favoriser une bonne nutrition. Toute intervention isolée a donc peu de chances d'avoir un impact sensible dans un système aussi complexe. Les interventions dans lesquelles le système alimentaire est considéré comme un tout ont plus de probabilités de déboucher sur des résultats nutritionnels positifs.

La transformation des systèmes alimentaires est le moteur de transition nutritionnelle

Le développement économique et social entraîne une transformation progressive de l'agriculture, qui se caractérise par un accroissement de la productivité de la main-d'œuvre, une réduction de la part de la population travaillant dans l'agriculture et une progression de l'urbanisation. Les nouvelles modalités de transport, de loisirs, d'emploi et d'activités au domicile conduisent à une vie plus sédentaire et à une demande accrue de plats cuisinés. Cette transformation des modes d'activité et d'alimentation relève d'une «transition nutritionnelle» dans le cadre de laquelle les ménages et les pays peuvent être confrontés simultanément au nouveau défi de l'excès pondéral, de l'obésité et des maladies non transmissibles qui y sont liées et à celui, plus ancien, de la dénutrition et des carences en micronutriments. Du fait de la complexité et de l'évolution rapide, dans chaque pays, du phénomène de malnutrition et des systèmes alimentaires, les politiques et les interventions doivent être adaptées au contexte.

La croissance de la productivité agricole contribue à l'amélioration de la nutrition mais elle doit faire davantage

La croissance de la productivité agricole contribue à l'amélioration de la nutrition par l'augmentation des revenus, en particulier dans les pays où le secteur représente une grande

part de l'économie et de l'emploi, et par la réduction du coût des aliments pour l'ensemble des consommateurs. Toutefois, il faut savoir que les effets de la croissance de la productivité agricole s'expriment lentement et pourraient ne pas être suffisants pour faire reculer rapidement la malnutrition.

Il sera d'autant plus essentiel, dans les décennies à venir, de préserver le rythme de la croissance de la productivité agricole qu'il faudra accroître de 60 pour cent la production d'aliments de base pour pouvoir faire face à l'augmentation attendue de la demande. Au-delà des aliments de base, un régime alimentaire sain se doit d'être varié et d'apporter une combinaison équilibrée et adéquate de calories, de lipides et de protéines, ainsi que des micronutriments. Les priorités en matière de recherche-développement agricole doivent être fixées davantage en fonction de la nutrition, une place plus importante étant faite aux aliments riches en éléments nutritifs tels que les fruits, les légumes, les légumineuses et les aliments d'origine animale. Il faut consacrer davantage d'efforts aux interventions qui permettent la diversification de la production des petits exploitants, comme les systèmes agricoles intégrés. L'accroissement de la teneur en micronutriments des aliments de base que l'on s'efforce d'obtenir directement au moyen de la biofortification est particulièrement prometteuse. Les interventions agricoles sont généralement plus efficaces lorsqu'elles sont accompagnées d'une éducation nutritionnelle et mises en œuvre en tenant compte des rôles dévolus par la société aux deux sexes.

Du point de vue de l'amélioration de la nutrition, les chaînes de production présentent des risques mais ouvrent aussi des possibilités

Les systèmes alimentaires traditionnels et les systèmes alimentaires modernes coexistent et évoluent avec la croissance économique et la progression de l'urbanisation. Les chaînes de production modernes comportent une intégration verticale du stockage, de la distribution et de la vente au détail et offrent des gains d'efficacité de nature à permettre une baisse des prix à la consommation et une augmentation des revenus des agriculteurs. Elles se caractérisent par la production d'un large éventail d'aliments nutritifs sur toute l'année, mais aussi par la vente de quantités d'aliments fortement transformés et conditionnés, dont la consommation excessive peut contribuer à l'excès pondéral et à l'obésité. La transformation et la distribution modernes des produits alimentaires ouvrent également la voie à l'utilisation d'aliments enrichis, qui peuvent jouer un grand rôle en matière de nutrition.

Les supermarchés se développent rapidement dans les pays à faible revenu, mais la plupart des consommateurs pauvres des zones rurales et urbaines achètent encore la

INTERVENTIONS AU NIVEAU DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES VISANT À AMÉLIORER LA NUTRITION

Cadre d'action politique et priorités en matière de développement

ÉLÉMENTS DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES	POSSIBILITÉS DU POINT DE VUE DE LA NUTRITION	OUTILS DE POLITIQUES
Production «jusqu'au seuil de l'exploitation» (R-D, intrants, production, gestion de l'exploitation)	<ul style="list-style-type: none"> • Intensification durable de la production • Systèmes agricoles, pratiques agronomiques et cultures favorisant la nutrition <ul style="list-style-type: none"> - Engrais avec apport de micronutriments - Cultures biofortifiées - Systèmes agricoles intégrés, incluant les pêches et les forêts - Diversification des cultures et de l'élevage • Stabilité au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition <ul style="list-style-type: none"> - Réserves et stockage de céréales - Assurance récolte et assurance du bétail • Éducation nutritionnelle <ul style="list-style-type: none"> - Potagers scolaires et familiaux • Stockage sur le lieu d'exploitation conservant les nutriments 	<ul style="list-style-type: none"> • Politiques alimentaires et agricoles aux fins de la promotion de la disponibilité, de l'accessibilité, de la variété et de la qualité • Recherche agronomique à orientation nutritionnelle sur les cultures, le bétail et les systèmes de production • Promotion des potagers scolaires et familiaux
Chaîne de production après-récolte «du seuil de l'exploitation au détaillant» (commercialisation, stockage, commerce, transformation, vente au détail)	<ul style="list-style-type: none"> • Transformation, conditionnement, transport et stockage conservant les nutriments • Réduction du gaspillage et efficacité technique et économique accrue • Enrichissement des aliments • Reformulation pour une meilleure nutrition (par exemple élimination des acides gras trans) • Sécurité sanitaire des aliments 	<ul style="list-style-type: none"> • Réglementation et fiscalité aux fins de la promotion de l'efficacité, de la sécurité sanitaire, de la qualité et de la variété • Recherche et promotion de l'innovation en matière de composition, de transformation et de transport des produits
Consommateurs (publicité, étiquetage, éducation, dispositifs de protection sociale)	<ul style="list-style-type: none"> • Informations nutritionnelles et allégations relatives à la santé • Étiquetage des produits • Éducation des consommateurs • Protection sociale au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition <ul style="list-style-type: none"> - Subventions et programmes généraux d'aide alimentaire - Aide alimentaire ciblée (femmes enceintes, enfants, personnes âgées, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes d'aide alimentaire • Mesures d'incitation par les prix des aliments • Réglementations relatives à la nutrition • Éducation nutritionnelle et campagnes d'information
ALIMENTS DISPONIBLES, ACCESSIBLES, VARIÉS ET NUTRITIFS		

Santé, sécurité sanitaire des aliments, éducation, assainissement et infrastructures

Rôles dévolus par la société aux deux sexes et durabilité environnementale



Source: FAO.

Contexte économique, social, culturel et physique

plus grande partie de leurs aliments en passant par les réseaux de distribution traditionnels. Ces points de vente traditionnels constituent le premier canal de distribution d'aliments riches en nutriments tels que les fruits, les légumes et les produits d'origine animale, même s'ils vendent de plus en plus d'aliments transformés et conditionnés. Le recours aux points de vente traditionnels pour la distribution d'aliments enrichis tels que le sel iodé est une autre stratégie qui a fait ses preuves en ce qui concerne l'amélioration des résultats nutritionnels.

Des améliorations au niveau de l'assainissement, de la manipulation des aliments et des modes de stockage dans les systèmes alimentaires traditionnels pourraient déboucher sur des gains d'efficacité et renforcer la sécurité sanitaire et la qualité nutritionnelle des aliments. La lutte contre les pertes d'aliments, les pertes d'éléments nutritifs et le gaspillage d'un bout à l'autre des systèmes alimentaires pourrait être très utile pour améliorer la nutrition et pour atténuer la pression qui s'exerce sur les ressources productives.

Les choix du consommateur déterminent les résultats nutritionnels et la durabilité

Il est essentiel de faire en sorte que les systèmes améliorent davantage la nutrition, avec des aliments disponibles, accessibles, variés et nutritifs, mais il est tout aussi important d'aider les consommateurs à faire des choix alimentaires sains. On a pu constater l'efficacité de la promotion de changements de comportement par l'éducation nutritionnelle et par des campagnes d'information dans un contexte propice où l'on s'intéresse également à l'assainissement à l'échelle des ménages et aux aliments de complément appropriés. Même dans les régions où la dénutrition et les carences en micronutriments sont encore les principaux problèmes, il convient de miser sur la prévention d'une augmentation de l'excès pondéral et de l'obésité, en particulier à long terme. En changeant les comportements, on peut également réduire la quantité de déchets produits et contribuer à l'utilisation durable des ressources.

Un environnement institutionnel et politique en faveur de la nutrition

Des progrès ont été réalisés: dans certains pays, la malnutrition a sensiblement reculé ces dernières décennies. Mais ces progrès sont inégaux et il est aujourd'hui urgent de mieux utiliser le système alimentaire pour améliorer la nutrition. Du fait de la complexité de la malnutrition et de ses causes profondes, l'approche adoptée doit, pour être la plus efficace, regrouper de multiples parties prenantes et être intersectorielle.

Une telle approche nécessite une meilleure gouvernance s'appuyant sur des données solides, une vision commune et une volonté politique qui permettront d'assurer une planification et une coordination efficaces et d'encourager la collaboration requise entre les différents secteurs et au sein de ceux-ci.

Principales conclusions du rapport

- **La malnutrition, sous toutes ses formes, entraîne des coûts humains et économiques inacceptables pour la société.** Les coûts associés à la dénutrition et aux carences en micronutriments sont plus élevés que ceux associés à l'excès pondéral et à l'obésité, bien que ces derniers connaissent une croissance rapide, même dans les pays à faible revenu ou dans les pays à revenu intermédiaire.
- **Pour s'attaquer à la malnutrition, il convient d'adopter une approche multisectorielle qui englobe des interventions complémentaires au niveau des systèmes alimentaires, de la santé publique et de l'éducation.** Cette approche facilite par ailleurs la poursuite d'objectifs multiples, notamment l'amélioration de la nutrition, l'égalité des sexes et la durabilité environnementale.
- **Dans le cadre d'une approche multisectorielle, les systèmes alimentaires offrent de nombreuses possibilités d'interventions débouchant sur une amélioration des régimes alimentaires et de la nutrition.** Certaines de ces interventions ont pour objectif principal d'améliorer la nutrition. D'autres menées au niveau des systèmes alimentaires et dans



l'environnement économique, social ou politique général peuvent avoir un effet sur la nutrition même si tel n'est pas leur objectif premier.

- **Il demeure essentiel d'accroître la production et la productivité agricoles pour améliorer la nutrition, mais ce n'est pas tout.** Il faut poursuivre la recherche agronomique en vue d'améliorer la productivité, mais il convient aussi de faire une plus grande place aux aliments riches en éléments nutritifs tels que les fruits, les légumes, les légumineuses et les produits d'origine animale, et aux systèmes de production plus durables. Les interventions menées au niveau de la production sont plus efficaces lorsqu'il est tenu compte des rôles dévolus par la société aux deux sexes et lorsqu'elles sont accompagnées d'une éducation nutritionnelle.
- **Du point de vue de l'amélioration de la nutrition et de la mise en place de systèmes alimentaires plus durables, les chaînes de production traditionnelles et les chaînes de production modernes présentent toutes deux des risques mais ouvrent aussi des possibilités.** En améliorant les chaînes de production traditionnelles, on pourra contribuer à réduire les pertes, à faire baisser les prix et à diversifier les choix des ménages à

revenu relativement faible. Le développement de la vente au détail et de la transformation modernes des produits alimentaires peut faciliter le recours à l'enrichissement des aliments pour lutter contre la malnutrition, mais la disponibilité accrue de produits fortement transformés et conditionnés peut favoriser l'excès pondéral et l'obésité.

- **En définitive, ce sont les consommateurs qui choisissent ce qu'ils mangent et donc ce que le système alimentaire produit.** Cependant, les pouvoirs publics, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile peuvent, les uns comme les autres, aider le consommateur à faire des choix plus sains, à gaspiller moins et à contribuer à l'utilisation durable des ressources, en lui fournissant des informations claires et justes et en veillant à ce qu'il ait accès à des aliments variés et nutritifs.
- **Une meilleure gouvernance des systèmes alimentaires à tous les niveaux, facilitée par un soutien politique de haut niveau, est nécessaire à l'élaboration d'une vision commune, à l'appui à des politiques reposant sur des éléments concrets et à la promotion d'une coordination et d'une collaboration efficaces au moyen de mesures intégrées et multisectorielles.**